



**PRÉFÈTE  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service eau et nature  
Unité police de l'eau et des milieux aquatiques**

**Arrêté du 04 MARS 2022**

**n°2022/01/26-021 portant prescriptions spécifiques à déclaration  
en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relatif à la construction du lotissement  
« le Mayne de la Béchade » sur la commune du Taillan-Médoc**

La Préfète de la Gironde

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code civil, et notamment son article 640 ;
- VU** le décret du 27 mars 2019 portant nomination de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde – Mme Fabienne BUCCIO ;
- VU** l'arrêté du 29 décembre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Renaud LAHEURTE, directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde ;
- VU** l'arrêté Préfectoral du 8 février 2022 portant subdélégation de Monsieur LAHEURTE, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, à Monsieur PERRON, chef du service eau et nature ;
- VU** les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2015 ;
- VU** les dispositions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (révisé) Estuaire de la Gironde et milieux associés approuvé le 30 août 2013 ;
- VU** le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement considéré complet en date du 15 décembre 2021, présenté par la SARL ARCLA, enregistré sous le n° 33-2021-00342 et relatif à la construction d'un lotissement de 15 lots « le Mayne de la Béchade » sur la commune du Taillan-Médoc ;
- VU** le projet d'arrêté adressé à La SARL ARCLA en date du 28 février 2022 ;
- VU** la réponse de la SARL ARCLA en date du 02 mars 2022 ;
- CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières à l'opération projetée, visant à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** l'identification de 1 225 m<sup>2</sup> de zones humides sur une emprise projet de 12 336 m<sup>2</sup>.

**CONSIDÉRANT** que le SDAGE Adour-Garonne, dans sa disposition D40, impose que la compensation soit effectuée à hauteur de 150 % de la surface perdue.

**CONSIDÉRANT** que le projet impacte 700 m<sup>2</sup> de zones humides, que des mesures de compensation doivent être mises en place ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,

### **ARRÊTE**

#### **ARTICLE PREMIER : Objet de l'arrêté**

Il est fait non opposition à la société *SARL ACLA*, au titre de la loi sur l'eau, en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à la construction d'un lotissement de 15 lots « le Mayne de la Béchade » sur la commune du Taillan-Médoc.

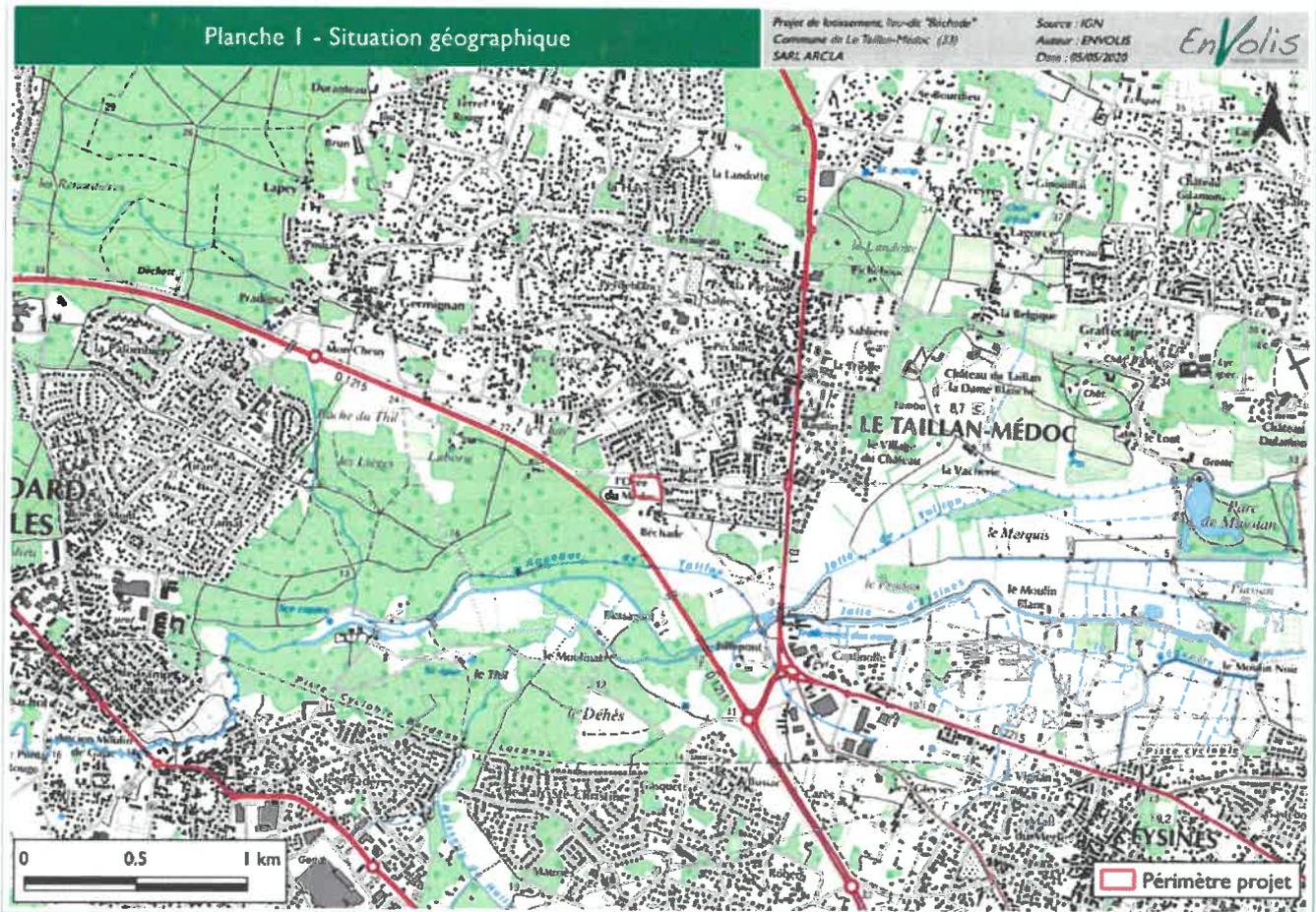
Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

<b>Rubrique</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Volume de l'opération</b>	<b>Régime</b>
<b>1.1.1.0</b>	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	<b>2300 m<sup>3</sup> estimés</b>	<b>Déclaration</b>
<b>2.1.5.0</b>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	<b>1,2 ha</b>	<b>Déclaration</b>
<b>3.3.1.0</b>	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant supérieure à 0,1 ha et inférieure à 1 ha	<b>700 m<sup>2</sup> impactés</b>	<b>Non soumis</b>

## **ARTICLE 2 : Localisation et caractéristiques du projet**

Le projet se situe sur la commune du Taillan-Médoc au sud du centre-bourg au niveau du lieu-dit « la Béchade ». Le terrain concerné par l'opération se trouve sur les parcelles cadastrales section AZ n°101p et 93p.



Le site du projet présente 1 225 m<sup>2</sup> de zones humides sur une surface de 12 336 m<sup>2</sup>. Le projet impacte 700 m<sup>2</sup> de zones humides.

## **ARTICLE 3 : Prescriptions communes aux zones humides**

### **Avant démarrage des travaux**

Les zones présentant un enjeu environnemental particulier sont délimitées sur le terrain préalablement à toutes opérations par la mise en place d'un balisage (piquets faits de bois entre lesquels sont tendus des fils métalliques sur trois rangs), les préservant contre toute circulation d'engins. Ce balisage reste en place durant toute la durée du chantier.

Les zones humides conservées sont mises en défens via l'installation de clôtures. Ainsi, aucune circulation d'engins, entreposage de matériel, déversement de produit polluant ou piétinement n'ont lieu. Ce dispositif est renforcé par la mise en place d'une barrière étanche (clôture à amphibien) pour éviter une recolonisation par les espèces.

Le bénéficiaire organise, avant le démarrage du chantier, une formation pour les entreprises adjudicataires afin de leur présenter les règles liées à la protection du milieu naturel, les modalités de réalisation des travaux et les procédures à respecter en cas d'accidents ou d'incidents.

Il définit un plan de circulation qui devra être scrupuleusement respecté et fournit à la DDTM 33 avant le début des travaux.

Le bénéficiaire s'associe à un expert écologue définissant :

- en phase de chantier, la programmation et les choix techniques les plus adaptés aux enjeux écologiques, ainsi qu'un protocole de suivi environnemental ;
- la réalisation des mesures de réduction et les modalités de suivi associés ;
- le suivi des milieux naturels, pendant 30 ans à compter de l'achèvement des travaux.

Le bénéficiaire informe par courriel le service en charge de la police de l'eau (adresse mail : [mathieu.segala@gironde.gouv.fr](mailto:mathieu.segala@gironde.gouv.fr)), ainsi que le service départemental de Gironde de l'Office Français de la Biodiversité (adresses mail : [sd33@ofb.gouv.fr](mailto:sd33@ofb.gouv.fr)), au moins 15 jours à l'avance, de la date de démarrage et du calendrier des travaux.

### **En phase chantier**

La pollution des eaux et des sols est maîtrisée et surveillée par la mise en place des mesures suivantes :

- les aires d'entreposage des matériaux, de lavage et d'entretien des engins de chantier sont regroupées sur des aires étanches,
- des bacs de rétention pour récupérer les eaux de lavage (outils, bennes, etc.) sont mis en place sur des aires étanches,
- les opérations de remplissage de carburants sur site sont effectuées sur une aire étanche.

Un suivi écologique est mené en phase chantier de manière à bien appliquer les mesures d'évitement et de réduction.

### **En phase d'exploitation**

Les espaces verts sont entretenus par fauche. Cette fauche a lieu tous les ans au mois d'octobre (période la moins impactante pour la faune et la flore et où les sols sont encore bien portants). Le matériel utilisé est le plus léger possible afin de limiter le tassement des sols.

La zone humide est préservée pendant toute la durée d'exploitation.

#### **ARTICLE 4 : Prescriptions relatives à la compensation zone humide**

Le site de compensation se trouve sur la commune de Bordeaux au lieu dit « La Jallère » sur la parcelle cadastrale TV 0006. En application du coefficient de 1,5, la surface à compenser est de 1 050 m<sup>2</sup> afin de respecter l'orientation D40 du SDAGE Adour-Garonne.

La zone de compensation se situe à 9,3 km du site du projet.



Un suivi écologique est réalisé tous les ans les 5 premières années suivant la fin des travaux, puis tous les 5 ans sur le site du projet ainsi que sur le site de compensation afin de pouvoir apprécier, avec précision, sur une période de 30 ans, le résultat de l'ensemble des mesures (éviter, réduire et compenser) mises en œuvre.

Les notes annuelles et les rapports de synthèse produits pendant la durée de la convention sont transmis au service Police de l'Eau de la DDTM. La compensation doit être pérenne **le temps de la durée des atteintes même au-delà des 30 années de gestion.**

### **ARTICLE 5 : Obligation de résultat**

En cas d'échec partiel d'un des objectifs, les opérations de gestion et d'entretien, y compris celles de gestion des mares et des espèces végétales invasives, sont adaptées pour répondre à l'objectif déterminé.

Effectivement, selon l'article L. 163-1 du code de l'environnement : « Les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité visent un objectif d'absence de perte nette, voire de gain de biodiversité. Elles doivent se traduire par une obligation de résultats et être effectives pendant toute la durée des atteintes. Elles ne peuvent pas se substituer aux mesures d'évitement et de réduction. »

### **ARTICLE 6 : Modifications des prescriptions**

Si le permissionnaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui examine la demande et statue si nécessaire par arrêté. Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

### **ARTICLE 7 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration et des compléments fournis au dossier non contraire aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration, ou le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation suivant les seuils de la nomenclature définie à l'article R214-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 8 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 9 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **ARTICLE 10 : Publication et information des tiers**

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie du Taillan-médoc pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État de la Gironde durant au moins 6 mois.

### **ARTICLE 11 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant la juridiction administrative territorialement compétente, en application de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois par le bénéficiaire ou l'exploitant à compter de la notification de la décision et dans un délai de quatre

mois par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés à l'alinéa précédent.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site Internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) »

#### **ARTICLE 12 : Exécution**

- Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le chef du service départemental de Gironde de l'Office Français de la Biodiversité,
- Monsieur le maire de la commune du Taillan-Médoc,
- Monsieur le directeur départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,

Le chef de Service Eau et Nature



Florian PERRON

